



L'IRAN peut-il être demain un géant régional ?

Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Hubert Doutaud
dans le cadre de l'étude dirigée
« Géopolitique du Proche et Moyen-Orient »

Directeur : Monsieur Aymeric Chauprade

Mars 2005

L'Iran peut-il être demain un géant régional ?

Sommaire

Première partie :

Un potentiel et une volonté au service d'une ambition régionale.

Deuxième partie :

Un isolement fondé sur des relations conflictuelles et ambivalentes avec les voisins.

Troisième partie :

Une exclusion renforcée par de profondes contradictions politiques.

Introduction

Ayant échappé à la colonisation, l'Iran doit son indépendance à une succession de conflits avec les grandes puissances, qui ont fini par tourner à l'avantage de ce pays de vieille culture, en renforçant son caractère d'entité nationale, mais en le maintenant loin de la modernité auquel il aurait pu prétendre. Et l'effondrement de l'URSS le priva de tout intérêt stratégique et du même coup de la justification principale qu'avaient les américains de s'y trouver. Ces retournements, rendirent l'Iran moins dépendant des grandes puissances sur le plan politique, mais contribua à le cantonner dans un profond archaïsme et à n'intervenir que dans des enjeux régionaux limités dont les grandes puissances s'étaient déjà emparer. Plus de 25 ans se sont écoulées depuis le renversement du Chah d'Iran et les générations pour qui la révolution représentait des idéaux d'égalitarisme, de tiers-mondisme et d'anti-américanisme, semblent voir, un après les autres, leurs rêves d'effondrer. Dans le contexte actuel, qui place l'Iran au cœur de l'actualité et des préoccupations internationales, il est légitime de s'interroger sur la capacité à court et moyen terme pour l'Iran de devenir la grande puissance régionale tant annoncée.

La révolution islamique a cédé sa place au despotisme clérical, et la volonté réformatrice contestataire qui marque une rupture ne suffira pas pour permettre à l'Iran de s'imposer dans la décennie à venir comme la grande puissance capable d'influer sur la destinée économique, culturelle et politique de la région. En effet, sa réhabilitation internationale se heurte à une attitude politique intérieure et extérieure profondément ambivalente qui continuera de confiner l'Iran dans une situation d'immobilisme et d'isolement.

Certes, par sa situation historique, humaine, géographique et économique, l'Iran a

1 Première partie : un potentiel et une volonté au service d'une ambition régionale.

Pour pouvoir développer de manière efficace sa vision plutôt pragmatique de sa capacité à exercer une réelle influence dans la région, l'Iran dispose d'un certain nombre d'atouts qui sont mis en valeur avec plus ou moins de réussite. Leur efficacité n'est pas toujours aisément mesurable, mais il est certain que leur impact est sensible, que l'on considère les traits, finalement assez subjectifs, de la personnalité iranienne, ou que l'on s'attache à étudier le poids économique du pays aujourd'hui soumis aux défis induits par le courant des réformateurs.

1.1 Une personnalité forgée par une histoire millénaire.

Riche d'une histoire¹ millénaire, le pays des aryens a débuté il y a 25 siècles par la domination du monde connu depuis l'actuelle Afghanistan jusqu'aux confins balkaniques. Depuis cette époque, deux constantes persistent : la région est éminemment stratégique au cœur du grand Orient et l'Iran n'a jamais été colonisé. Pays pionnier, il a subi les influences d'autres puissances, fut conquis temporairement, mais a toujours conservé une autonomie de gouvernement et une forte personnalité.

1.1.1 Un pays pionnier.

Depuis cette conquête du monde connu, qui est stoppé par les Grecs à Salamine (480 av. JC), la domination perse dura de longs siècles². À cette époque sous la dynastie des Achéménides (550 à 330 av. JC), la Perse était le seul grand empire, organisé et

d'Etat : le chiisme. La dynastie Qajar, jusqu'en 1925 conduisit le passage à la modernité, en faisant face aux ambitions russes et britanniques et en organisant l'exploitation du pétrole découvert en 1908³. Après 1925 se succèdent de nombreux régimes dont celui nationaliste du docteur Mossadegh, la Dynastie de Pahlavi (1953-1979) et la République Islamique.

L'Iran a souvent été un Etat pionnier dans bien des domaines. Premier empire organisé du monde antique, premier pays à adopter la religion chiite comme religion d'Etat, premier pays de la région à se doter d'une constitution, premier à exploiter le pétrole et premier pays d'orient à avoir fait sa révolution et imposer une république.

Cet héritage culturel, l'Iran cherche aujourd'hui à le mettre en valeur. La révolution qui souhaitait faire table rase du passé, a été rattrapée par la profondeur de l'histoire. Les iraniens souhaitent être identifiés en tant que Perses et jouent cette carte de leur personnalité dans le cadre de leur politique extérieure.

1.1.2 Une personnalité hors du commun.

Cette tendance à être « premier » donne au peuple des Aryens une grande fierté d'être iranien. La fidélité à la nation a permis de renforcer la cohésion nationale pendant la grande guerre contre l'Irak⁴ et la période récente profondément anti-américaine. Malgré la multiplicité des peuples qui composent l'Iran⁵, aucune des composantes de la nation iranienne n'a fait jusqu'ici défaut.

Ce peuple se définit par son appartenance au monde perse, par opposition aux deux blocs ethniques qui l'entourent, le monde arabe et indien. La civilisation iranienne est raffinée, son niveau intellectuel est élevé et sa spiritualité l'incite à se sentir différent, unique voire supérieur à ses voisins. Ce sentiment partagé du plus bas niveau dans la population au plus haut niveau de l'Etat le conduit naturellement à vouloir présider à la destinée de la région. Et c'est pourquoi les iraniens ont une telle confiance en leur pays.

alliances contre nature, ou cherché l'aide de voisins inattendus en pratiquant des alliances à revers. L'alliance avec la Syrie, pays arabe laïque, avait pour but l'affaiblissement de l'Irak dans les années 80, tout comme le soutien aux chrétiens arméniens qui doit contribuer à déstabiliser l'Azerbaïdjan musulman qui menace ses frontières et tout comme le rapprochement avec l'Inde, puissance régionale concurrente, qui a été ménagée pour contrer l'ennemi sunnite pakistanais. Mais toutes ces relations pragmatiques avec l'extérieur demeurent empruntées d'un nationalisme dont le ferment est religieux.

1.1.3 La religion : ferment du nationalisme exacerbé.

S'il est un facteur complexe, mais cependant essentiel pour expliquer le devenir de l'Iran, c'est bien la religion⁶. Les iraniens ont toujours été un peuple religieux, et se caractérisent par des constantes séculaires dans ce domaine.

L'ère préislamique a vu différents cultes et religions se succéder en Perse. Ces religions⁷ reposaient sur une vision dualiste du monde, qui est partagé entre le bien et le mal. Cette période pousse les Perses à développer leurs religions au delà des frontières de l'empire, voit le rapprochement du pouvoir politique et religieux et fonde son caractère messianique.

La période musulmane, suit la même logique. Le Chiisme⁸, culte du martyr, compta rapidement de nombreux adeptes. Les Perses avec leurs nombreux penseurs religieux firent progresser la religion musulmane et en firent leur religion d'Etat sous le règne du Shah Abbas le Grand (XVI^e siècle). Cette situation convenait bien aux Perses qui leur permettait de se démarquer, au sein du monde musulman, de la composante arabe majoritairement sunnite.

L'aboutissement de cette évolution fut la création de la république islamique. La théorie

politique. Il justifie l'expansionnisme religieux de l'Iran dans la mesure où, détenteur de la vérité, le « velayat faqih » se doit d'éclairer, même par la force, le reste du monde musulman. Le facteur religieux trouve alors son sens dans les choix géopolitiques de l'Iran.

Mais le clergé de l'Islam chiite a pris le risque de renoncer à sa position traditionnelle de censeur du pouvoir et de garant de sa légitimité et de subir aujourd'hui les aléas de l'action politique. En venant au pouvoir, ils ont banalisé l'image qui était la leur et sont aujourd'hui perçus comme des néo-fondamentalistes plus soucieux de morale individuelle que d'idéaux sociaux et politiques.

Du nationalisme du Shah en passant par le slogan « mort à l'Amérique » de la Révolution islamique, l'identité iranienne s'est longtemps construite par opposition au monde occidental. Or cette opposition ne semble plus aujourd'hui fonctionner, du fait du changement de mentalités survenu à cause de l'activisme du régime islamique. Ecrasé sous le poids des contradictions, l'identité iranienne, s'est au début du XXI^{ème} siècle, estompée ou du moins affadie. Elle laisse entrevoir un changement de régime possible dans les années à venir gage d'un retour sur la scène international d'un pays aux fortes potentialités économiques.

1.2 Un futur pôle économique.

Sur le plan économique, l'Iran pourrait revendiquer une place de choix dans la région. C'est un réservoir important d'hydrocarbures et sa plate forme industrielle semble plus diversifiée que chez beaucoup de ses voisins. Il peut-être demain un acteur économique qu'il sera difficile de négliger.

Saoudite, Koweït) qui lui confèrent une place stratégique dans les échanges commerciaux de la région.

Sa population, qui dépasse 70 millions d'habitants et comporte une grande proportion de jeunes de moins de 20 ans, sera sans doute la première, dans la région, à dépasser les 100 millions. Les Iraniens savent depuis la nuit des temps exploiter au mieux leurs ressources hydriques⁹, l'industrie de la pêche se développe, les traditions commerçantes sont extrêmement anciennes, la main d'œuvre¹⁰ est plutôt de bonne qualité, et les relations avec l'économie mondiale n'ont jamais vraiment été interrompues, même au plus fort de la Révolution. De nombreuses ressources minérales¹¹ lui permettraient de diversifier la source de ses revenus. Les infrastructures existantes, comme le Transiranien inauguré en 1938, ne demandent qu'à être améliorées pour offrir à toute la région le débouché maritime qui lui manque. En fait, la volonté du Chah Mohamed Reza Pahlavi de faire de l'Iran le « Japon du Golfe Persique » demeure d'actualité.

L'Iran dispose donc d'atouts non négligeables, pour autant qu'il sache les exploiter.

1.2.2 Les hydrocarbures : pilier du développement.

L'autre caractéristique de l'Iran, celle-là capitale, est sa richesse en pétrole. Son potentiel en la matière est gigantesque, puisque ses réserves en hydrocarbures le situent au troisième rang mondial, après ses voisins¹² du Golfe.

Quelques données illustrent bien ce poids de l'Iran dans la « géopolitique du pétrole ». Avec 9% des réserves mondiales de pétrole et le 2ème rang mondial derrière la Russie pour le gaz, c'est un formidable réservoir de matières énergétiques fossiles, capable de peser sur les cours mondiaux, ou au minimum sur l'organisation des échanges internationaux. Avec des infrastructures assez développées, en particulier dans le domaine du transport, c'est un pays qui offre de nombreux débouchés, dont certains

pays asiatiques en cours d'industrialisation. Cinquième exportateur de pétrole sur le marché mondial, l'Iran est le premier fournisseur du Japon, le deuxième pour l'Italie et le cinquième pour la France. Quant au gaz naturel, son exportation est encore limitée par suite de sa récente découverte et de l'importance des investissements étrangers à engager pour réaliser les infrastructures nécessaires. Ce potentiel énergétique intéresse déjà le Pakistan, l'Inde et pourrait ultérieurement intéresser la Chine.

Soulignons enfin que l'Iran est partie prenante dans la problématique de l'évacuation¹³ des hydrocarbures et du gaz des nouveaux états indépendants du Caucase et de l'Asie centrale. Son territoire constitue l'espace le plus approprié pour évacuer les ressources de ces états vers l'Asie grande consommatrice tout en ayant la possibilité de s'affranchir du Golfe persique en débouchant directement dans l'Océan indien. D'ores et déjà l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, en attendant le dégel des relations Iran - Etats-Unis et la mise en place d'un réseau d'oléoduc nord-sud, pratiquent des échanges¹⁴ réguliers d'hydrocarbures avec l'Iran.

Quant aux récentes hausses structurelles du prix du pétrole, elles entretiennent une croissance forte en Iran.

1.2.3 Une économie en pleine croissance.

Grâce à une conjoncture pétrolière très favorable, l'Iran bénéficie d'un assainissement de ses comptes externes, d'une amélioration de la situation de ses finances publiques et d'une reprise de l'activité.

Entre 1981 et 2003, la croissance annuelle s'est élevée à 4% en moyenne et a dépassé les 7% en 2003. Même si l'extraction d'hydrocarbures joue un rôle déterminant dans l'évolution des comptes publics¹⁵ et des comptes extérieurs¹⁶ sa contribution directe au PIB est relativement modeste comparativement aux normes de la zone. Le niveau élevé

commerce extérieur a quadruplé¹⁸ en 3 ans tout comme le montant des investissements étrangers.

Une réforme fiscale a été introduite en 2003 et les nouveaux barèmes fiscaux réduits de moitié pour l'impôt sur les bénéfices, constituent un grand encouragement pour les entreprises locales et étrangères. La nouvelle loi sur les indices de développement économique (IDE) adoptée, il y a deux ans constitue un pas important vers une ouverture capitaliste de l'économie iranienne.

Malgré une forte inflation¹⁹ non jugulée, l'économie iranienne est en plein essor. Portée par la rente pétrolière, elle s'appuie sur un haut niveau d'instruction de sa population, pour diversifier sa production notamment dans l'industrie et les services.

Ainsi une ouverture aux investissements étrangers et un accès plus libre aux marchés externes servit par une véritable volonté de réforme devraient lui permettre à terme d'être l'incontestable pôle économique de la région.

1.3 Une volonté de réforme.

Une certaine tension semble aujourd'hui caractériser la situation politique intérieure, sans que l'on puisse penser pour autant que des évolutions brutales soient imminentes. Néanmoins les différentes manifestations étudiantes, les comportements privés des couches économiquement influentes de milieux urbains, paraissent démontrer une contestation croissante de l'emprise religieuse sur la vie politique et dans la réglementation des comportements sociaux.

1.3.1 Une révolution sociale et culturelle qui préfigure une phase post-islamiste.

sociale iranienne, les valeurs islamiques imposés par l'Etat ont perdu l'adhésion populaire spontanée, dont elle bénéficiait pendant la période révolutionnaire. N'incarnant plus une solution d'avenir réaliste, elle a permis aux dirigeants réformateurs Rafsandjani et Khatami de conduire une nouvelle politique économique et de relations internationales en s'appuyant sur une partie de la population.

1.3.2 Un besoin de changement exprimé par la jeunesse iranienne.

Ceux qui assurèrent la victoire de la révolution islamique ont été happés par la guerre meurtrière avec l'Irak. En revanche une nouvelle génération²⁰, qui n'a connu que le système islamique et qui vient d'arriver à l'âge adulte, est devenue acteur de la réforme en ayant accès par des moyens détournés, aux moyens de communication modernes²¹ à la culture internationale et au consumérisme.

Un pacte implicite de non-agression s'est instauré entre les forces de l'ordre et les jeunes. Ces derniers s'abstiennent de s'opposer activement au système théocratique, évitent par exemple grèves et manifestations²², en échange de quoi les miliciens renoncent à s'ingérer dans la sphère privée²³ des citoyens. Cette émancipation se nourrit d'une admiration sans nuance à l'égard de l'occident et surtout des Etats-Unis, perçus comme étant la patrie des libertés, de la culture et de l'abondance.

Contrairement à la génération précédente qui avait bénéficié d'un relatif plein emploi, la nouvelle génération est confrontée aux réalités économiques et au chômage. L'esprit critique et la tendance à la contestation est donc une réalité quotidienne. Malgré la répression, l'Iran est un pays où les gens débattent, parlent, s'expriment, protestent²⁴. Quelques soient les efforts, les autorités cléricales qui contrôlent la justice et la police ne sont plus en mesure de contrôler l'accès à l'information ni l'expression des revendications²⁵.

1.3.3 Les femmes et les élites acteurs de la réforme.

Les femmes qui ont un statut juridique marqué du sceau de l'inégalité²⁶ et qui pâtissent des entraves à la mixité, acceptent difficilement le carcan des dogmes officiels. Elles sont devenues, les acteurs²⁷ les plus paradoxaux, mais efficaces de la vie politique et sociale iranienne. Malgré la régression juridique, et l'officialisation de traditions rétrogrades imposées aux femmes, le mouvement de socialisation et de mobilisation collective des femmes d'Iran a gagné en force. C'est en fait une lame de fond de l'émancipation qui a ébranlé les réflexes identitaires fondés sur l'islam²⁸. L'irruption des femmes dans les événements révolutionnaires a entraîné la création d'un espace public traditionnel, qui était avant réservé aux hommes. L'évolution des lois et des mentalités est dans ce domaine rapide et profonde, à tel point que le droit des femmes et l'égalité des sexes paraissent plus murs en Iran que dans le reste du monde musulman.

Une nouvelle élite issue de la révolution, du clergé et de la guerre s'est également ancrée dans la culture, la société, l'économie, la politique et les relations internationales. Nombre d'anciens « gardiens de la révolution²⁹ », entrée par dérogation à l'université tout en exerçant des responsabilités politiques, reviennent en Iran avec un doctorat après plusieurs années à l'étranger. La nouvelle base économique désormais plus solide, permet à cette élite, encore conservatrice sur le plan politique et social, de se montrer moderniste en affaire et libéraux sur le plan internationale³⁰.

Cette élite et ces femmes entrées dans la vie publique ont permis de porter au pouvoir le courant des « réformateurs » qui malgré l'absence de projet préétabli a suscité beaucoup d'espoir.

1.3.4 Les espoirs suscités par les réformateurs.

La politique réformatrice que le président Khatami a tenté de mettre en place répond avant tout à cette volonté de changement d'une part très importante de la population iranienne, marquée par plus de vingt ans de révolution, huit années de guerre meurtrière, un isolement international, une détérioration de la situation économique et un désir d'une évolution des règles issues de la morale islamique, qui pèsent parfois très lourdement sur la vie quotidienne.

Un certain nombre de réformes ont suivi cette élection : les libertés publiques ont été élargies, la liberté de la presse s'est accrue, de nombreux journaux se sont développés et la vie sociale et l'activité culturelle a connu un essor important. Depuis l'année 2003, où madame Ebadi obtenait le prix Nobel de la paix et où Renault décidait de réaliser le premier investissement industriel étranger de grande ampleur depuis 1979, l'histoire iranienne semble s'accélérer. Les réformateurs ont lancé un débat sur la transformation de l'Islam, et si les résultats attendus ne sont pas encore tous là, ce débat a désormais les moyens de survivre à un changement politique, même radical.

Par les bouleversements immédiats qu'elle a provoqués dans les relations internationales et dans la vie des iraniens, la révolution islamique a opéré une rupture en ce qui concerne l'histoire et la culture du pays. Mais, et c'est un des paradoxes, la révolution et la République islamique ont dissous les identités particulières et renforcé l'unité nationale.

L'Iran dispose donc de nombreux atouts pour faire valoir son rang régional. Son riche passé lui donne l'assurance de son bon droit. Ses particularités ethnique, linguistique et religieuse le confortent dans l'idée qu'il a un rôle de leader régional à jouer. Ses atouts économiques, son potentiel industriel sont des éléments objectifs justifiant la position iranienne. Tout est encore possible pour l'Iran. Il peut retrouver ce rôle central. Encore

Deuxième partie : un isolement fondé sur des relations conflictuelles et ambivalentes avec les voisins.

L'Iran, véritable carrefour entre le monde européen, le monde arabe, l'espace asiatique et le sous continent indien est au cœur du Moyen-Orient. Les hauts plateaux iraniens, bastions naturels, situés entre la mer Caspienne et le Golfe Persique, confèrent à ce pays qui n'a jamais été colonisé une position³² stratégique remarquable.

Son histoire extrêmement riche l'a conduit à se battre, ou à tisser des liens plus ou moins pacifiques, sur toutes ses frontières et dans toutes les directions. Cette position géostratégique «d'île du monde³³», a été largement affectée par la fin de la guerre froide. L'effondrement de l'empire soviétique et l'affaiblissement de ses actions expansionnistes et agressives ont profondément modifié la position de l'Iran mais aussi de toutes les nations dans cette vaste région. Au lieu d'avoir une puissance écrasante, on trouve depuis plusieurs puissances moyennes avec des situations précaires notamment à l'Est et à l'Ouest où les américains ont pris pied sans avoir stabilisé ces Etats.

Malgré tous ses efforts, l'Iran reste un pays mal aimé de la communauté internationale, et confiné dans le rôle de trublion régional à qui personne, ou presque, n'accorde de crédit.

1.4 Isolement au sein du monde musulman.

Les pays voisins, tous musulmans, mais pas chiites, ont intérêt à voir l'Iran se débattre seul dans les méandres du concert des Nations.

L'effacement de l'Iran de la scène régionale fait effectivement le jeu de ces puissances voisines, en particulier ceux pour qui le pétrole³⁴, et dans une moindre mesure, le

cas de figure le plus menaçant³⁵, est à peu près jugulée, et la solidarité chiite s'est heurtée, sans succès, à la loyauté nationale. Sans alliés, sans véritable partenaire, l'Iran doit jouer de circonstance avec le monde musulman qui l'entoure.

1.4.1 L'ennemi irakien.

La Mésopotamie a toujours été une priorité stratégique. Elle est considérée comme un débouché naturel et comme un point de passage obligé vers les lieux Saints de l'Islam : Jérusalem, La Mecque, Médine, Al Nadjaf, Kerbela. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'apparition du régime autoritaire de Saddam Hussein et l'exploitation des ressources pétrolières, ont rendu plus vivace la rivalité des deux pays pour la domination de la région. Cette méfiance séculaire entre Perses et Arabes se fondent sur une jalousie réciproque, les premiers gardant une rancune des invasions passées, les seconds regardant avec envie les fastes et l'indépendance d'esprit de leur voisin. Les deux pays ont deux idéologies diamétralement opposées, le panarabisme du parti Ba'th et le radicalisme islamique chiite. Le contentieux du Chatt Al-arab et la guerre qu'il a engendrés ont créé des ressentiments réciproques qui ne s'effaceront pas avant la disparition d'une génération meurtrie et saignée. Durant le conflit, en dépit des efforts de l'ayatollah Khomeiny, l'Iran n'est jamais parvenu à s'allier les chiites d'Irak qui demeurent avant tout irakiens et arabes.

La deuxième guerre du Golfe et la récente tenue d'élections³⁶ « libres » en Irak, ne permettent toujours pas de penser qu'un arc chiite puisse se mettre en place tant les sentiments nationalistes et les antagonismes sont profonds. Si la cohabitation entre les différents groupes ethniques et religieux ne réussit pas sous la gouvernance des chiites, c'est tout le Moyen-Orient qui pourrait être ébranlé en cas de guerre civile irakienne. L'Iran perdrait le potentiel d'influence que la création de cet arc chiite lui offrait. Quand

Quant aux Kurdes, bien armés³⁹, les récentes découvertes de pétrole à l'intérieur même de la province ne peuvent qu'accélérer leur processus de sortie⁴⁰ de l'Irak. Cette perspective inquiète l'Iran, qui ne toléreraient pas un Kurdistan indépendant. Ils redoutent un effet de contagion sur leurs propres minorités kurdes, qui pourrait amener l'Iran à devoir se battre pour conserver la parcelle nord-ouest de son territoire à majorité Kurdes. Cette minorité Kurde en Iran constitue désormais pour les années à venir une importante faiblesse intérieure pour un Etat qui souhaite exporter son modèle.

Le rapprochement espéré, provoqué par la présence de l'irréductible ennemi américain, ne semble pas se profiler et ce n'est pas le retrait à moyen terme de ses forces d'occupation qui devrait y contribuer. Pour l'heure, incapables de dépasser leurs querelles historiques, le rapprochement et la normalisation des relations tient plus de l'illusion que de la réalité.

1.4.2 L'Arabie Saoudite : un affrontement indirect.

Si l'affrontement direct a toujours été évité, c'est plus par pragmatisme et réalisme politique que par envie. La reprise des îles de Petite et Grande Tomb et les tensions autour du contrôle du Golfe persique et du détroit d'Ormuz sont autant de raisons qui masquent en fait une forte opposition religieuse que renforce, d'un côté une famille régnante soucieuse de garder le pouvoir et de l'autre un régime idéologique messianique. L'Arabie Saoudite s'est ainsi bien gardée de créer des tensions entre afghans et iraniens, durant l'époque des Talibans. Mais ce sont surtout les demandes réitérées et sans réponse de Téhéran concernant le retrait des troupes étrangères et notamment américaines de la région qui constitue le principal contentieux avec les monarchies du Golfe.

1.4.3 La Syrie : l'allié de circonstance.

actif de Téhéran à l'étranger. La lutte commune contre Israël est en effet le motif principal de l'alliance syro-iranienne. Dans cette perspective anti-sioniste, l'Iran développe et justifie son programme nucléaire. L'axe Damas Téhéran a consacré le Liban comme tremplin de la révolution iranienne au moment où ses tentatives pour exporter la révolution iranienne ne subissaient que des revers dans tous les pays sunnites où les minorités chiites faisaient allégeance à la nation plutôt qu'à la religion. Mais les liens de circonstances entre les deux états tendent à se distendre. La Syrie en quête de reconnaissance et sous la pression internationale prend ses distances avec Téhéran en amorçant son retrait du Liban. Elle ne souhaite plus non plus soutenir un Etat qui entend sanctuariser son territoire avec l'arme nucléaire et devenir une menace majeure pour l'équilibre de la région.

1.4.4 L'Afghanistan et l'Asie centrale : un enjeu de stabilité.

Dans cette région, l'Iran ne dispose pas des leviers qu'il pouvait avoir dans le Moyen-orient. Il n'y avait pas de communauté chiite et le mouvement de renouveau religieux s'articulait autour du radicalisme sunnite, coordonné par les arabes et les pakistanais. Téhéran a toujours craint que la percée islamiste ne se fasse au profit de ses rivaux turcs et arabes et ne s'accompagne d'une percée américaine. Après avoir ménagé les russes, en n'interférant pas lors de l'invasion soviétique puis en soutenant la coalition⁴¹ du Nord, il a vu sa politique pragmatique de neutralité se révéler inutile depuis l'arrivée des américains. Désormais l'implantation des américains dans la région d'Asie centrale et le retour au pouvoir des Pachtounes lui ferme durablement la route de l'Est et l'ouverture vers le sous-continent indien.

1.4.5 La Turquie : le rival.

chute de la monarchie, alors que l'Etat turc a implosé dans la violence auquel l'armée mettra fin en se portant garante des institutions républicaines.

Sur le plan identitaire, l'anti-sionisme est un pivot de l'Etat iranien et la Turquie alliée militaire de l'OTAN est perçue comme un danger voire un « traître » pour le monde musulman. Si certaines vues restent communes dans le cas du peuple Kurde, en vue d'éviter toute création d'un futur Etat, il n'en est pas de même pour l'Azerbaïdjan. Depuis l'indépendance de cette république, les Azéris d'Iran se sont opposés à Téhéran et pourraient vouloir jouer la carte de la cohésion. Cohésion qui est soutenue par Ankara, dont la pénétration se fait grâce à la turco phonie. Par ailleurs, les iraniens disposent d'une vieille connexion arménienne : la population arménienne d'Iran, provenant de réfugiés fuyant l'empire ottoman, est loyale et très anti-turque.

Sur le plan idéologique, le modèle étatique turc est diamétralement opposé à celui iranien. Les principaux éléments de différenciation sont dans le rôle de la religion, dans la structure centraliste ou décentralisée et dans les relations avec l'occident. Cette position de la Turquie à l'égard de l'occident et d'Israël contribue indiscutablement à la permanence de frictions, méfiances et ambiguïtés entre ces deux puissances moyen-orientales. Si un rapprochement en les deux états est envisageable, ce sera par l'intermédiaire de la Russie dont les intérêts en Caspienne mettent en jeu les trois grands états.

1.5 La Russie : un partenaire incertain.

La politique iranienne a consisté à maintenir une liaison étroite avec la Russie et à tenter de convaincre les russes d'établir une sorte de cogestion russo-iranienne des crises au Caucase et en Asie centrale, afin de limiter la percée américaine et turque.

l'Azerbaïdjan, soutenu par Ankara et Washington, prônait le partage selon les eaux territoriales.

Cet alignement cohérent des intérêts stratégiques russes et iraniens visait surtout à empêcher les états indépendants d'accorder des concessions sans contrôle aux occidentaux et à promouvoir une évacuation nord-sud⁴³ du pétrole. Alignement qui tend aujourd'hui à se déliter. L'Iran a en effet sous-estimé l'ampleur du nationalisme des nouvelles républiques, et leur volonté d'établir des relations bilatérales⁴⁴ avec les occidentaux, notamment avec les américains.

Par ailleurs, depuis la perte d'influence des russes dans la région, ceux-ci n'ont jamais eu l'intention de laisser les iraniens jouer seuls un rôle déterminant, ils ont ainsi conservé des liens étroits avec l'Arménie et le Tadjikistan. Ils ont aussi accepté le principe du partage territorial de la Caspienne sans même en informer les iraniens.

Et le récent rapprochement de la Russie avec l'Union européenne pour l'évacuation⁴⁵ des hydrocarbures a mis en évidence les divergences d'intérêt : l'Iran ayant une vision stratégique d'évacuation des hydrocarbures par son territoire et la Russie une vision économique pour ne pas être exclue du développement de la Caspienne quitte à s'associer finalement aux compagnies occidentales.

Dans le domaine militaire, Vladimir Poutine et monsieur Khatami ont signé en 2001 un traité prévoyant la vente⁴⁶ d'armements sophistiqués pour moderniser le potentiel militaire iranien. Le volume des échanges oscillait entre 300 et 400 millions de dollars par an sur une période de 10 ans. Mais dans le domaine du nucléaire, l'ancien partenariat vient de voler en éclat depuis que les russes en mars de cette année ont remis en cause leur soutien technique face à la pression occidentale.

Coupé de ses principaux partenaires, russe et syrien, l'Iran doit en plus faire face seule à son plus grand rival : les Etats-Unis.

1.6 L'encerclement américain.

Si les possibilités pour l'Iran de jouer un rôle stabilisateur sont substantielles, il n'en est pas moins vrai qu'elles demeurent dépendantes de l'état des relations avec les Etats-Unis. Celles-ci restent mauvaises, et c'est probablement le principal défi à résoudre pour Téhéran dans les mois et les années à venir.

L'équation est à plusieurs inconnues et le président Khatami fait preuve de la plus grande prudence, car il reste l'un des thèmes privilégiés de la lutte entre factions rivales au sein de l'administration et du gouvernement Iranien. L'anti-américanisme radical qui a été pendant des années l'un des piliers de la politique extérieure iranienne revient sur le devant de la scène avec le problème du nucléaire. Les contentieux restent multiples : le plus crucial étant la volonté de l'Iran de se doter du nucléaire militaire qui conditionne l'assouplissement des différentes mesures⁴⁷ de rétorsions que les américains ont mis en place depuis plusieurs années.

Malgré les multiples initiatives prises par le président Khatami pendant son premier mandat et les quelques signaux passés de l'administration Clinton, la situation est restée fondamentalement bloquée depuis la reconduction de la loi Amato-Kennedy et surtout depuis les déclarations de Georges W. Bush où l'Iran fut dénoncé, avec l'Irak et la Corée du Nord, comme un « Etat voyou⁴⁸ », puis un « Etat de préoccupation », avant de redevenir « l'axe du mal ». Cette accusation est désormais accompagnée de commentaires sur d'éventuelles actions préventives. Les raisons de cet acharnement « Autiste⁴⁹ » de Washington sont claires : l'Iran est au Moyen-Orient, le seul Etat assez puissant et structuré pour résister à la volonté américaine.

Parallèlement l'Union Européenne, puissance naissante, se positionne en médiateur, prônant l'accroissement des échanges économiques comme facteur de stabilité, plutôt que de contribuer par l'endiguement et la force, à la naissance de la « démocratie » dans

Pays chiite au cœur d'un monde musulman très majoritairement sunnite, nation Perse entourée de groupes ethniques rivaux et surtout beaucoup plus nombreux (Arabes, Indiens, Turcophones), zone clef dans le commerce et la production d'hydrocarbures au sein d'un monde instable et convoité, l'Iran n'a que trop de raison de se sentir isolé, voire encerclé. La révolution et le conflit Iran-Irak l'a vu perdre définitivement l'alliance américaine, les crises⁵⁰ successives ont vu en revanche les Etats Unis placer leurs pions⁵¹ tout autour du pays : la Turquie, l'Afghanistan, le Pakistan, la plupart des Etats du Golfe, l'Arabie et récemment l'Irak sont entrés dans l'orbite américaine. Loin de constituer une menace pour ses quinze voisins, dépourvu de forces armées modernes, l'Iran craint les influences extérieures pouvant passer par les populations transfrontalières kurdes, azéries, baloutches ou arabes.

Dans le même temps, ses soutiens habituels (Syrie, CEI) ont cherché à normaliser leurs relations avec les pays occidentaux, et doivent leur donner des gages de respectabilité⁵² Pays au cœur de «l'Orient compliqué», encerclé, isolé et menacé par ses voisins et les grandes puissances, il est contraint dans l'exercice d'influence qui devrait être le sien. Cette situation est aggravée par l'ambivalence et le manque de pragmatisme de la politique iranienne qui constitue un frein structurel à l'émergence d'une véritable grande puissance régionale.

2 Troisième partie : une exclusion renforcée par de profondes contradictions politiques.

Dans l'histoire récente de l'Iran, il est frappant de voir combien les tentatives de reprendre une place importante sur le devant de la scène régionale, portées par un certain nombre d'atouts, sont contrecarrées par les conséquences des choix politiques fondamentaux faits par l'Iran depuis 1979. Cet Etat double a « une identité fabriquée d'âme collective, exclusive de l'individualité, un mélange de religiosité archaïque et d'adaptation partielle à la modernité⁵³ ».

Dans ce pays, le discours et l'action semblent en effet deux choses différentes. On agit différemment de la façon dont on pense. Le dédoublement de la personnalité⁵⁴ et du comportement⁵⁵ est un des terreaux du peuple persan. Ce comportement remonte à la naissance du chiisme, au VII^e siècle, où depuis, minoritaires⁵⁶ dans le monde sunnite, les chiites se sont comportés comme une secte, en se cachant en se mentant. Il fallait survivre aux invasions sunnites. L'humour et l'art iranien recèlent de ce caractère ethnologique, tous se mentent et tous le savent.

Cette ambivalence se retrouve inévitablement au niveau des instances politiques. En politique intérieure on ne cesse d'interdire et de codifier et parallèlement on laisse des soupapes au peuple pour que celui-ci ne soit pas asphyxié. En politique étrangère, on clame haut et fort que le nucléaire militaire n'est pas à l'ordre du jour et on développe un programme d'enrichissement d'uranium tout en important la technologie balistique de la Corée du Nord. C'est la grande Schizophrénie⁵⁷ iranienne : l'Etat, l'administration, les rapports internes et les rapports économiques et politiques avec les autres pays sont schizophrènes.

Ce comportement donne lieu à de profondes contradictions politiques qui renforcent

processus de développement économique et fini aujourd'hui par atteindre son paroxysme avec la question du nucléaire.

2.1 Des rigidités internes structurelles difficiles à réformer.

Dans son discours devant le parlement sur l'avenir du pays, le président Khatami après quatre ans d'exercice du pouvoir et à la veille des élections de 2001 avait déclaré : « l'avenir sera assuré par un processus continu de réforme avec calme, modération et sagesse, et sur la base des valeurs et des références du régime islamique ». Cette déclaration traduit à elle seule toute l'ambivalence du régime contraint à l'époque de s'ouvrir pour répondre aux défis économique mais également soumis à la pression continue des conservateurs du régime qui n'entendent pas abandonner si facilement et leurs prérogatives et les lois de l'islam.

Le mouvement dit « réformateur », prisonnier de ses propres ambiguïtés et dépourvu de toute armature institutionnelle, est confronté au blocage des institutions et à la violence de la politique interne.

2.1.1 Un mouvement réformateur non structuré.

Ni la nouvelle jeunesse, ni les femmes et ni les intellectuels ne se sont dotés d'une institution politique ou même syndicale ou associative, susceptible de les agréger en une mobilisation politique. D'un point de vue strictement électoral aujourd'hui, deux groupes se font donc face, les conservateurs et les « modérés ou réformateurs », dans une position relativement statique, proche du blocage.

S'il y a bien eu inversion du rapport de force initial et modification réelle du champ social et culturel, il n'y a eu en revanche aucun rapprochement structurel, aucune

prétexte à la prise par les conservateurs de mesures coercitives visant la liberté des personnes ou de la presse, comme cela a été à plusieurs reprises le cas dans le passé, à l'encontre notamment du quotidien Salam ou des mouvements étudiants.

Ce qui permet à certains de dire que le mouvement réformateur n'est qu'un artifice du régime visant à rassurer les pays occidentaux sur l'évolution intérieure du régime. Cette aile plus présentable pallie également la disparition des opposants radicaux qu'étaient les Moudjahiddines.

Sans opposition structurée, les conservateurs se maintiennent en paralysant les institutions.

2.1.2 Des institutions bloquées par la dyarchie.

Le principal frein à la réforme du régime réside dans les contradictions inhérentes à la structure du pouvoir. Les iraniens ne comprennent plus le report des réformes et les silences d'un président légitimement issu des urnes. M. Khatami avait en effet fait du respect de la loi et de la Constitution son principal credo, et de l'instauration d'un état de droit son objectif premier. Il a dû se résoudre à un double constat : d'une part, les lois sont suffisamment ambiguës pour souffrir les interprétations les plus diverses et, d'autre part, les prérogatives présidentielles sont circonvenues quasi systématiquement par celles d'autres instances, officielles ou parallèles, singulièrement par les pouvoirs du guide de la république Islamique.

Le guide cumule en effet les fonctions de commandant en chef des forces armées et des forces paramilitaires. Il nomme la moitié des membres du Conseil⁵⁸ des Gardiens de la révolution ainsi que le chef du pouvoir judiciaire et le directeur de la radio télévision. Il tranche, en dernière instance, les conflits que les organismes d'arbitrage n'ont pas été en mesure de régler ; il définit enfin la politique générale de l'Etat, et ses représentants

Le conseil des gardiens de la révolution, l'Assemblée des experts, la Justice et surtout les services de sécurité demeurent des bastions⁵⁹ des conservateurs, dont l'expérience a prouvé qu'ils n'étaient pas regardants sur les moyens de la restauration autoritaire.

2.1.3 La violence politique sur fond de corruption.

Si transition démocratique il y a, elle sera progressive et « pactée » car le potentiel de violence politique demeure élevé dans la société iranienne. D'une part, les réformateurs devront continuer de ménager les forces qui, dans l'ombre, résistent à leur projet et persistent à défendre leurs intérêts spécifiques. De l'autre, la propension de cette classe réformatrice à maintenir son unité contre vents et marées de la lutte entre factions est loin d'être avérée, sa base électorale n'étant pas unifiée dans un mouvement commun. La persistance sporadique de la violence⁶⁰ politique rend en effet ambivalente toute approche optimiste sur l'évolution du régime.

Le président de la république, plébiscité au départ par ses concitoyens demeure virtuellement impuissant⁶¹ face au guide doté de prérogatives qui le dispensent de tenir compte de l'aspiration profonde du peuple. Au-dessus des lois, il recueille les bénéfices, des fondations dites caritatives, en réalité des holding économiques, qui génèrent des fonds considérables, dont le guide dispose comme il l'entend, notamment en finançant le clergé et ses institutions, moyen supplémentaire de garantir leur dépendance à son égard. La révolution islamique a ainsi cédé la place au despotisme clérical et à l'émergence des Gardiens de la révolution en tant que structure quasi mafieuse.

Ainsi la réforme de la « dictature théocratique constitutionalisée » semble bloquée, car la frange des ayatollahs réformateurs, sans aucun appareil partisan, ne sont pas une

contrecarrés⁶². Les élections municipales de 2003 et législatives de 2004 ont été marquées par le succès sans précédent des conservateurs, ce qui traduit le refus⁶³ de l'immense majorité des électeurs de voter pour des réformateurs, jugés incapables de changer le régime et impuissants à imposer le moindre progrès des libertés publiques et individuelles.

Dans ce contexte où finalement le véritable enjeu de la bataille est peut-être plus idéologique et ne saurait se réduire au simple exercice physique du pouvoir, M. Khatami n'a semble-t-il pas non plus fait ses preuves sur un terrain longtemps considéré comme la chasse gardée des conservateurs, à savoir l'économie.

2.2 Un développement économique impossible sans une ouverture sur l'extérieure.

Aujourd'hui, la situation économique⁶⁴ de l'Iran demeure toujours instable voire archaïque⁶⁵. Déstabilisée sous le régime du Shah par des projets⁶⁶ d'investissement très ambitieux et par la mauvaise prise en compte des problèmes sociaux, puis fortement affaiblie, par huit années de guerre contre l'Irak, l'économie iranienne a été appauvrie. La désorganisation de l'appareil productif, la fuite des capitaux, l'exil des cerveaux, l'isolement du pays ou encore la division par deux du revenu nominal par tête en deux décennies en constituent les traits⁶⁷ les plus saillants.

2.2.1 Une économie structurellement atone.

L'économie iranienne satisfait difficilement aux besoins croissants d'une population en forte expansion. Sa jeunesse, avec 65% de moins de vingt-cinq ans constitue sa principale caractéristique avec de la part de l'Etat, un gros effort de scolarisation. Le

Plus alarmant est le taux de l'inflation, proche de 30%⁶⁹, qui touche les produits et les services, alors que dans le même temps les salaires n'auraient pas suivi, entraînant une forte dégradation du pouvoir d'achat des ménages. Dans les rues de la capitale, la pauvreté est manifeste ; la classe moyenne s'appauvrit et les plus démunis s'enlisent dans une misère profonde.

L'économie iranienne souffre en réalité de deux maux. Le premier, le plus important, tient à ce qu'elle vit repliée sur elle-même, en raison du blocus dont elle fait l'objet de la part des Etats-Unis, et qui ne concerne pas que les firmes américaines, puisque la loi d'Amato-Kennedy sanctionne aussi toute entreprise étrangère qui investirait plus de 20 millions de dollars en Iran. Le second mal tient à ce que l'économie est restée dirigiste, fermée, non encore touchée par le libéralisme, et soumise à une réglementation rigoureuse et touffue. Les réformateurs s'apparentent dans le domaine économique plus à une nébuleuse, séparés qu'ils sont entre dirigistes et libéraux, qui se focalisent trop sur la manne pétrolière.

2.2.2 La trop forte dépendance énergétique.

L'économie iranienne, en dépit de son repliement sur elle-même, mais du fait du poids prépondérant qu'y occupent le pétrole et maintenant le gaz, est une économie administrée et fluctuante selon le prix du pétrole. La trop grande dépendance⁷⁰ de l'Iran à l'égard de la rente pétrolière nuit ainsi à la stabilité des indices économiques. L'Iran, en dépit d'efforts répétés pour optimiser sa nouvelle image, peine à s'imposer comme une zone d'attraction pour les investisseurs⁷¹.

L'or noir, qui depuis sa découverte en 1906, a fait de l'Iran le deuxième producteur de l'OPEP, avec 8 % de la production mondiale est et va rester la pièce maîtresse de l'économie et de la politique iranienne pour de nombreuses années encore. Phénomène

cause son statut de grand pays exportateur de pétrole et limiter les recettes correspondantes.

Quant aux immenses réserves gazières⁷³, elles sont encore très loin d'être normalement exploitées. Leur mise en exploitation nécessitera des capitaux importants qui dépassent l'ampleur de ceux dont dispose le pays, mais aussi l'établissement de relations commerciales portant sur de longues durées, tant avec les états étrangers importateurs de gaz qu'avec de grandes multinationales dont la compétence en la matière est indispensable. Pour accroître l'intérêt que les compagnies internationales pourraient avoir pour les projets en Iran, investisseurs et institutions financières se doivent d'avoir une approche sélective des projets, des risques qui leur sont associés et des perspectives de ressources attendues des investissements. L'Iran se doit donc d'adapter impérativement son cadre légal et réglementaire à ces données.

Le contexte politique difficile dans lequel s'inscrivent ces tentatives de développements des ressources nationales se révèle donc comme un facteur déterminant pour l'économie iranienne toute entière. Mais il est à craindre que l'opacité et les incertitudes inhérentes au régime actuel et aux relations qu'il entretient avec l'occident ne se traduisent finalement par un certain désinvestissement. Aussi, dans ce contexte ambigu, le dynamisme réel de l'économie risque de procéder davantage d'une économie parallèle⁷⁴ et on voit mal alors comment cette évolution pourrait assurer la mise à niveau rapide de l'appareil productif qui procède d'une dynamique globale de libéralisation économique.

2.2.3 L'économie privée paralysée.

Les importations n'ont été libéralisées que partiellement depuis 2000 et la pénurie de matières premières et de pièces détachées a gravement pénalisé l'industrie manufacturière. Le gouvernement autorise le parlement à prélever l'essentiel des

Quant aux privatisations, elles n'ont pour l'instant été menées que de manière « cosmétique », il est même possible de dire que l'économie a été étatisée à outrance⁷⁶.

En outre le processus de décision pour autoriser les investissements et les implantations demeure très contraignant. La propriété du sol reste interdite, les lourdeurs administratives nombreuses et le rapatriement de devises à l'étranger limité.

En définitive bien qu'en croissance, l'économie iranienne ne progresse pas assez pour absorber la hausse de la population active et permettre une hausse significative du PIB par habitant. L'étendue des réformes à accomplir demeure encore substantielle et le défi de l'économie iranienne, caractérisée par sa forte dépendance au secteur pétrolier, réside aujourd'hui dans la diversification des productions, le décollage des investissements étrangers et donc l'ouverture sur l'extérieure. Quant bien même, une soudaine ouverture sur l'extérieure devait le permettre, l'économie iranienne ne pourrait pas peser sur l'ensemble de la région avant de nombreuses années. Hypothèse qui dans tous les cas est largement compromise par le développement du nucléaire militaire qui enferme l'Iran dans une impasse en renforçant sa mise au ban de la communauté internationale.

2.3 Le nucléaire une voie sans issue.

« L'Iran aspire à devenir un pôle de stabilité, de rayonnement et d'influence régionale. Pour cela il veut garantir définitivement sa sécurité, et donc se doter de l'arme nucléaire⁷⁷ ». La logique est enclenchée et celle-ci peut entraîner l'Iran comme la communauté internationale dans une impasse.

Le Traité de Non-Prolifération (TNP), signé par l'Iran, lui interdit de se doter des outils nécessaires à la construction d'une arme atomique. Or il y a de très fortes raisons de

envisage des frappes de destruction avec, cette fois, l'approbation ou, au moins, la neutralité de la communauté internationale. Il s'agit là du scénario craint par tous qui conduirait l'Iran à renoncer pour longtemps à ses prétentions régionales. Cependant d'autres scénarios sont évoqués mais tous, d'une façon ou d'une autre accentueront l'exclusion et l'isolement de l'Iran sur la scène internationale, la privant de ses ambitions.

Si la politique nucléaire de l'Iran n'est pas récente, par contre ses intentions nouvelles pourraient avoir de considérables répercussions géopolitiques.

2.3.1 Un programme nucléaire civil ancien.

L'ambition iranienne en matière nucléaire remonte à la période du Shah, qui dès 1957 a exprimé le souhait de doter un jour son pays de l'énergie nucléaire, ambition qui pu commencer à se concrétiser grâce au premier choc pétrolier et à sa manne financière. Il y a les contrats avec Simmels pour deux réacteurs à Busher, avec Framatome pour deux réacteurs supplémentaires et avec Technicatome pour un centre de recherche à Ispahan. Tous ces projets ont été stoppés en 1979 par l'ayatollah Khomeiny, qui considérait cette technologie comme satanique. Entre temps, 80% des réacteurs de Busher avaient tout de même été construits.

La nucléarisation reprend avec la guerre contre l'Irak et surtout à la mort de Khomeiny en 1988. En 1995, l'Iran signe avec les Russes un accord pour finir la construction des réacteurs, parallèlement les Etats-Unis attaquent politiquement le contrat qui ne sera suspendu, coté Russe, qu'en mars de cette année sous la pression conjointe de l'Union européenne et des Etats-Unis.

Ce n'est qu'en 2002 que le Conseil National de la Résistance iranien a reconnu l'existence d'uranium enrichi et le début du programme nucléaire militaire. En 2003, il y

2.3.2 Les intentions iraniennes.

Sur le plan interne, il existe beaucoup de groupes et peu de certitudes sur ceux qui ont décidé de se doter de l'arme et surtout sur les intentions qui l'accompagnent. Les courants sont partagés : certains sont contre le nucléaire, d'autre pour le nucléaire civil et la militarisation dans ce cas semble être un chemin logique qui fait parti du prestige⁸¹ international recherché par le peuple iranien. Indépendamment du fait qu'il n'y ait pas de véritable rationalité stratégique en terme d'utilité à cette future arme, il y a par contre plusieurs options⁸² politiques que l'Iran peut adopter.

- Refaire ce qu'a fait Israël et l'Inde : cependant, l'Iran est signataire du TNP. Il y a donc une différence fondamentale des conditions juridiques.
- L'option Libyenne : opérer un revirement politique face aux pressions internationales, c'est théoriquement possible, mais politiquement peu vraisemblable.
- L'option Nord-Coréenne : celle de la sortie du TNP. Il s'agirait alors de valoriser l'expérience acquise. Cette option est politiquement possible, mais est-ce l'ambition de l'Iran ?
- L'option Japonaise : elle consiste à faire le maximum de progrès technologiques, tout en restant en deçà du seuil, c'est-à-dire dans le TNP.

Quelques soient les scénarios retenus, une majorité d'experts s'entend pour dire que si l'Iran tente de se doter de l'arme nucléaire c'est avant tout pour sanctuariser son territoire face à ses ennemis traditionnels et aux américains qui sont désormais à ses frontières. De ce point de vue, les menaces américaines, ont suscité une grande détermination y compris dans le camp des réformateurs. Les iraniens sont assez unifiés sur ce point et veulent garder toutes les options ouvertes. Face aux Etats voisins, déjà

pour développer une voie⁸³ peut-être originale vers le nucléaire, tout en se liant à des contrôles internationaux.

En revanche, certains experts néo-conservateurs américains n'hésitent pas à remettre en cause la sanctuarisation. Le nucléaire pourrait, au pire s'inscrire dans le cadre la culture de la martyrologie, voire du nihilisme conduisant à l'emploi de l'arme, au mieux faire l'objet d'une prolifération pour agir de manière indirect sur les pays occidentaux.

Quelques soient les avis, la simple évocation de ces scénarios suffit pour comprendre les conséquences divergentes sur le plan régional ; les choses pouvant partir dans tous les sens dans cette région du monde.

2.3.3 Une joute diplomatique à haut risque.

La bombe iranienne sera plus Perse qu'Islamique et si jamais l'Iran avait des intentions belliqueuses alors se poserait d'emblée le problème de la stabilité des régimes au moyen-orient.

L'achèvement du programme nucléaire mettrait Israël face à une situation inédite : pour la première fois un pays ne reconnaissant pas son existence aurait techniquement la capacité de lui infliger seul des dommages tels que sa survie même pourrait être remis en cause.

Par ailleurs, le régime de non prolifération nucléaire s'en trouverait gravement affaibli. Le TNP a pu résister à un retrait de la Corée du Nord, mais ne résistera pas à un deuxième retrait. Beaucoup de pays ont adhéré au traité, en vertu de la croyance de sécurité accrue. Et si l'Iran le dénonce, une étude américaine montre que l'on pourrait passer alors de huit pays nucléaires à quinze. Il deviendrait logique de se demander quel sera le premier pays arabe à disposer de l'arme nucléaire, les deux principaux candidats à ce statut étant l'Egypte et l'Arabie Saoudite. La médiation européenne vise donc

Mais la plus grande inconnue réside dans la volonté de la Maison Blanche de dialoguer⁸⁴ avec Téhéran. Si depuis le 12 mars 2005, Washington a redonné une chance à la médiation européenne, en étant prête à faire quelques concessions⁸⁵ et en promettant pour l'instant de ne pas intervenir ; rien ne garantit que cette relative bienveillance va durer. Les américains ont tout intérêt à essayer de jouer cette carte tant qu'ils sont exposés sur le plan militaire et diplomatique en Irak. Et l'Iran peut jouer de cette situation⁸⁶, ils savent que jamais les Etats-Unis ne les attaqueront s'ils disposent de la bombe. Il y a donc une course dans le temps. L'Iran a les moyens d'absorber toutes sortes de pressions, et il pourrait y en avoir d'autres sous formes de sanctions, de soutien à l'opposition intérieure.

Parallèlement, beaucoup mise sur un rapprochement⁸⁷ américano-iranien. Il y a en effet un paradoxe, les Etats-Unis définissent l'Iran comme l'ennemi prioritaire. Or depuis quatre ans, ils ont neutralisé les deux ennemis héréditaires et déclarés de l'Iran, à savoir l'Irak et le Pakistan. Quant à la formation en cours du futur gouvernement chiite à Bagdad, il a créé une situation de front renversé et beaucoup de pays arabes sunnites craignent la création d'un pôle chiite, proaméricain⁸⁸, qui contrôlerait l'essentiel des ressources pétrolières⁸⁹ du golfe. L'Amérique serait peut-être prête à accepter un Iran nucléaire à condition qu'il soit démocratique ou un Iran non démocratique mais qui ne prolifère pas ni ne soutient le terrorisme. Mais quelque soit la suite des évènements, l'Amérique n'acceptera pas la bombe entre les mains du régime actuel et l'on peut craindre que l'Iran ne soit d'ores et déjà être allé trop loin.

Pris dans le piège de sa constante ambiguïté, dont il ne sortira qu'à son détriment, et définitivement endigué par l'hyper puissance américaine, l'Iran n'est pas près de tourner sa page schizophrène et de recouvrer une place géopolitique qui a été historiquement la

Conclusion générale.

Au début de ce XXIème siècle, l'Iran paraît avoir maîtriser et consolidé chacun des éléments de son identité politique et culturelle : la puissance du sentiment nationaliste, la vitalité de la culture persane et l'hégémonie du chiisme. Pourtant ce bilan demeure en partie hypothéqué par la violence de la rupture politique et sociale issue de la révolution, par les profondes divisions entraînées au sein de la communauté chiite, par la gestion directe de l'Etat par les ulémas et par l'appauvrissement général du pays, qui est contraint de trouver son salut dans la rente pétrolière, source de dépendance politique. La république islamique a incontestablement fait du pays une nation indépendante, mais affaiblie.

Aujourd'hui, dans ce pays en pleine crise économique où se confrontent sans cesse tradition et modernité, le camp des réformateurs n'a aucune stratégie politique homogène, et aura beaucoup de mal à en définir une pour les élections présidentielles de juin 2005. Le président Khatami ne pourra se représenter, et les menaces américaines risquent de renforcer le régime islamique en encourageant les ultraconservateurs, qui s'érigent désormais en défenseurs et porte-étendards de la fierté nationale. En somme, le bref sursaut régional des huit années passées, n'aura été qu'un intervalle⁹⁰, une tentation éphémère ayant permis au régime illégitime de perdurer⁹¹.

Le refus de reconnaître Israël, le soutien à l'Islam subversif et supposé à l'Islam terroriste, et les velléités de se doter de l'arme atomique fragilise l'Iran qui était sur la voie de l'indépendance politique et de l'influence régionale. Il doit faire face à quinze pays frontaliers, parmi lesquels il ne compte aucun allié, et il ne dispose pas des forces suffisantes pour assurer partout sa sécurité. Sa sphère d'influence, depuis l'encerclement américain, est réduite à la portion congrue et le prive désormais de toute liberté d'action.

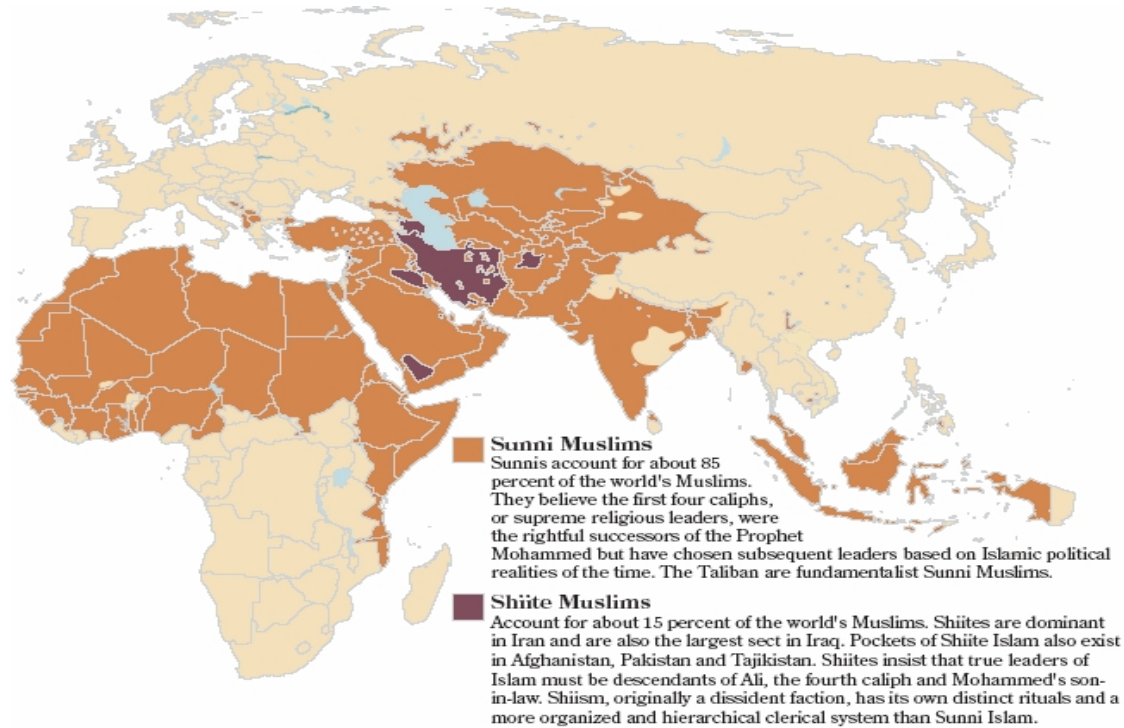
Ainsi malgré des atouts indéniables, l'Iran est aujourd'hui traversé par de profondes contradictions politiques, menacés par la crise économique, exposé à la corruption généralisée et paralysé par des restrictions sociales. En misant sur l'arme nucléaire pour trouver son salut et acquérir la dimension à laquelle il aspire tant, il se condamne, au pire à l'isolement absolu, au mieux, en cas de changement de régime, au contrôle⁹² étroit des puissances étrangères qui l'empêcheront durablement de devenir une grande puissance régionale libre d'exercer son influence.

Annexe 1 : Cartographie

Carte n°1 : Carte régionale du Moyen-Orient.



Carte n°2 : répartition des chiïtes et des sunnites dans le monde



Carte n°3 : répartition des chiïtes au Moyen-orient.



Carte n°4 : Projets d'oléoducs de la Caspienne vers le Moyen-Orient



Carte n°5 : Projets d'oléoducs autour de la Caspienne



Carte n°6 : Implantations militaires américaines en 2002 (avant l'Irak).



Annexe 2 : Données économiques sur l'Iran ♦

L'Iran est (en 2004) au 98^{ème} rang mondial sur l'échelle de l'indicateur de développement humain du programme des Nations Unies.

Superficie	1 648 000 km ²
Population en 1999	68 millions
Population en 2004	72,5 millions
	dont population urbaine : 60 %
Population en 2025	Entre 90 et 110 millions (estimations)
PNB en 2004	110 milliards de dollars
PNB par tête en 2004	5 940 dollars
Croissance annuelle du PIB entre 1990 et 2004.	4%
Dettes extérieures totales en 2003	11 milliards de dollars
Taux d'inflation en 2004	24%
Exportations en 2004	12,9 milliards de dollars
Principales villes	Téhéran ; 6,7 millions d'habitants. Machhad ; 1,9 '' Ispahan ; 1,3 '' Tabriz ; 1,2 ''
Chef de l'Etat	Ali KHAMENEI
Président de la république	Mohammad KHATAMI
Dépenses militaires 2003	3,5 % du PNB
Dépenses d'enseignement	4 % du PNB
Taux d'alphabétisation des adultes	75 % en 2003
Taux d'alphabétisation des femmes	67 % en 2003
Dépenses de santé	1,7 % du PNB
Espérance de vie	69ans (en 2004)
Taux de croissance démographique annuel sur la période 1975 – 2003	3 %
Indice de fécondité en 2004	2.6
Place de la France dans le commerce extérieur iranien	Importations : 5 ^{ème} fournisseur Exportations : 4 ^{ème} client

Annexe 3 : Chronologie succincte

- 550 / - 330		Empire Achéménide
- 539		Prise de Babylone par le Perse Cyrus et libération des Juifs
224 - 642		Empire Sassanide
637 - 642		Conquête musulmane
642		Fin de la conquête : bataille de Nehâvand
765		Mort de l'Imam Jafar as Sadiq : le chiisme se divise en trois branches : l'ismaélisme, le zaydisme et l'imâmisme
874		Occultation du 12 ^{ème} Imam al Mahdi
1501 - 1772		Empire Safavide
1796 - 1925		Dynastie Qajar
1587 - 1629		Règne d'Abbas 1 ^{er} le Grand
1220 - 1258		Invasions mongoles
1381 - 1405		Invasions de Tamerlan
1905 - 1911		Révolution constitutionnelle
1908		Découverte de pétrole en Iran
1921	20 février	Coup d'Etat qui porte au pouvoir la dynastie Pahlavi
1950 - 1953		Régime nationaliste du docteur Mossadegh
1953		Nationalisation du pétrole iranien
1964		Départ en exil de l'ayatollah Khomeiny en Irak, puis en France
1979	16 janvier	Départ en exil du chah
	1 ^{er} février	Retour d'exil de Khomeiny
	31 mars	Création par référendum de la République Islamique d'Iran
	4 novembre	Début de l'occupation de l'ambassade américaine
	3 décembre	Adoption de la nouvelle constitution
1981		Création du conseil de coopération du Golfe
1988	18 juillet	Cessez le feu entre Iran Irak
1989	15 février	Proclamation de la fatwa contre Salman Rushdie
	3 juin	Mort de l'ayatollah Khomeiny
	28 juillet	Election de Rafsandjani à la présidence de la République
1996		Vote de la loi d'Amato
1997	juin	Election du président Khatami
	décembre	Accueil par Iran de la Conférence islamique
	8 août	Massacre de Chiites par les Talibans (dont diplomates)
1999	26 février	Elections municipales

Annexe 4 : Orientations bibliographiques.

OUVRAGES :

ADELKHAH (Fariba), L'Iran dans le Golfe- Etude du CERI, n°53, Paris, mai 1999.

BAYART (Jean-François), **ROY** (Olivier), **TOUSSI** (Hossein), L'Iran entre deux crises, Ministère des Affaires Etrangères. Bulletin du centre d'analyse et de prévention n°73/ 2000.

CHAUPRADE (Aymeric) – Géopolitique, 2° édition Ellipses 2003.

DJALIB (Mohammad), Iran, l'illusion réformiste, Presse sc. Politique, 2001.

HOURCADE (Bernard), **RICHARD** (Yann), **BIGARD** (Jean-Pierre), -L'Iran au XX°siècle- Paris, Fayard 1996.

KHOSROKHOVAR (Farha), **ROY** (Olivier), Iran, comment sortir d'une révolution religieuse- Paris, Seuil 1999, 282 p.

X de **PLANHOL**, Les nations du prophète, Fayard, Paris 1993.

SABOURI (Rouzbeh), Les révolutions iraniennes : histoire et sociologie, L'Harmattan, 1996.

THUAL (François), Géopolitique du chiisme, Arléa, 1995.

PERIODIQUES :

BAUDET (Pierre), Les confrontations à venir avec l'Iran, Alternatives, mars 2005.

RAMONET (Ignacio), Iran, la cible, Le monde Diplomatique, février 2005.

BOUCHERON (Jean-Michel), L'Iran aura la bombe, Le monde, 21 février 2005.

WEINSTEIN (Michael Dr), Iran's Bid for regional power: assets and liabilities, février 2005.

HOURCADE (Bernard), Le réveil de l'Iran, Le monde Diplomatique, février 2004.

MALLAT-LOPEZ (Nadim), Etats-Unis – Iran : une politique de containment duale au Moyen-Orient, 2004.

LA GORCE (Paul Marie de), Menace iranienne, menace sur l'Iran, Le monde Diplomatique, octobre 2003.

SALAHDI (Mohammad), The islamic Republic or Iran is a fourth grade, février 2003.

Rapport d'information parlementaire n°385, Commission des affaires économiques du Parlement, octobre 2003.

BONIFACE (Pascal), Washington relance la prolifération nucléaire, Le monde Diplomatique, octobre 2003.

L'Iran partenaire essentiel, Revue international et stratégique, n°46, 2002.

Réformes en Iran, Le Monde diplomatique, mars 2000.

Iran, révolution, Le dessous des cartes n°26, juin 2000.

ANSARI (Ali), La révolution iranienne, vingt ans après, Politique Etrangère, n°1/2000.

MARCHAT (Philippe), Aperçu sur l'Iran, Défense Nationale n°11, novembre 2000.

Les Etats-Unis et l'Iran : des relations complexes, Défense Nationale, n°86 décembre 1999.

Demain, un Iran laïque, PANORAMIQUES, n°43, 1999.

L'Iran, Géopolitique n°64, janvier 1999.

BAYART (Jean-François), Jeux de pouvoir à Téhéran, Politique Internationale, 1999.

DIVERS

Dictionnaire des relations internationales, DALLOZ.

L'Iran peut-il être un géant régional ?

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	2
INTRODUCTION	3
1 PREMIERE PARTIE : UN POTENTIEL ET UNE VOLONTE AU SERVICE D'UNE AMBITION REGIONALE.	4
1.1 Une personnalité forgée par une histoire millénaire.....	4
1.1.1 Un pays pionnier.	4
1.1.2 Une personnalité hors du commun.....	5
1.1.3 La religion : ferment du nationalisme exacerbé.....	6
1.2 Un futur pôle économique.....	7
1.2.1 Une situation géographique et démographique favorable.	7
1.2.2 Les hydrocarbures : pilier du développement.....	8
1.2.3 Une économie en pleine croissance.	9
1.3 Une volonté de réforme.....	10
1.3.1 Une révolution sociale et culturelle qui préfigure une phase post-islamiste.	10
1.3.2 Un besoin de changement exprimé par la jeunesse iranienne.	11
1.3.3 Les femmes et les élites acteurs de la réforme.....	12
1.3.4 Les espoirs suscités par les réformateurs.....	12
2 DEUXIEME PARTIE : UN ISOLEMENT FONDE SUR DES RELATIONS CONFLICTUELLES ET AMBIVALENTES AVEC LES VOISINS.	14
2.1 Isolement au sein du monde musulman.	14
2.1.1 L'ennemi irakien.	15
2.1.2 L'Arabie Saoudite : un affrontement indirect.....	16
2.1.3 La Syrie : l'allié de circonstance.....	16

3.1.2	Des institutions bloquées par la dyarchie.	24
3.1.3	La violence politique sur fond de corruption.....	25
3.2	Un développement économique impossible sans une ouverture sur l'extérieure.	26
3.2.1	Une économie structurellement atone.....	26
3.2.2	La trop forte dépendance énergétique.	27
3.2.3	L'économie privée paralysée.....	28
3.3	Le nucléaire une voie sans issue.....	29
3.3.1	Un programme nucléaire civil ancien.	30
3.3.2	Les intentions iraniennes.	31
3.3.3	Une joute diplomatique à haut risque.....	32
CONCLUSION GENERALE.....		34
ANNEXE 1 : CARTOGRAPHIE		36
ANNEXE 2 : DONNEES ECONOMIQUES SUR L'IRAN		40
ANNEXE 3 : CHRONOLOGIE SUCCINCTE.....		41
ANNEXE 4 : ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES.		42
TABLE DES MATIERES.....		44